

Groupe de Soutien à l’Islam et aux Musulmans : De la nomenclature des attaques terroristes au relent identitaire revisités

Changement de posture pour un meilleur maillage identitaire

Cette note tente de saisir le changement progressif opéré chez le groupe de Soutien à l’Islam et aux Musulmans-GNIM dans son agir communicationnel. Il peut, certes, paraître étonnant de parler de changement de posture chez le groupe à propos de la diffusion de ses communiqués vu que, dès ses premières heures, il tenait à l’inclusivité des membres en termes d’appartenance communautaire et ethnique pour arriver à une acceptation locale de son offre. Le Groupe mettait l’exergue sur l’unicité de l’identité de ses combattants dans les différents communiqués diffusés lors de sa période de pleine expansion.

Par la suite, le groupe a décidé de garder en toute confidentialité l’appartenance ethnique de ses combattants, même dans les cas de décès enregistrés

Il faut préciser que le Groupe a connu de profondes divisions internes pour des raisons allant de la stratification sociale à un sentiment de supériorité chez certains membres au nom de leur « réelle ou supposée supériorité identitaire » vis-à-vis des autres membres. Cela n’est pas sans conséquence sur la dynamique du groupe et l’efficacité de ses actions sur le terrain. Dès lors, le recours opportuniste au référentiel ethnique est de nouveau de retour.

Réduire les clivages identitaires et requinquer le moral des membres des troupes

Dans un élan de fédérer les membres et de remonter le moral, les responsables du groupe terroriste GNIM ou JNIM ont procédé officiellement, le 2 mars 2017, à travers une vidéo diffusée par Az-Zallaqa¹, au regroupement d’un certain nombre de katiba sous leur bannière et par là, se sont attaqués aux considérations partisans pour une meilleure

¹. Un site qui publie les communiqués des groupes radicaux violents.

coordination des actions violentes. Dès lors, le GNIM est parvenu à réduire de façon drastique les clivages à l'interne et à réunir les groupuscules dissidents en son sein.

Pour ce faire, le groupe a adopté la neutralité ethnique dans les revendications à partir de 2018 ; en abandonnant la terminologie *ethnificatrice* qu'il utilisait jusqu'alors, comme Al-Fulani (le peulh), pour désigner les combattants d'obédience Peulh, Al-Targui (le touareg) pour les combattants Touaregs, Al-Barboushi (le Berabich), Al-Bambari (le Bambara) pour ceux issus de l'ethnie Bambara, entre autres.

De ce fait, le groupe opta pour la neutralité et l'inclusivité. Il sera question de qualifier tous les combattants maliens de Al-Ansari (autochtones) et al-Muhhajir (exilés) pour désigner les combattants outre que sahéliens. Cette dénomination permettra de créer un esprit de cohésion autour de l'idéologie du « djihad *fi sabilillah* » au sein du groupe, notamment avec la diversification du modus operandi permettant ainsi l'intégration de tous les profils et toutes les compétences dans le groupe. Cette nouvelle reconfiguration permettrait au groupe d'étendre la violence sur des pays côtiers en permettant l'adhésion de nouveaux membres, et éventuellement une « endogénéisation » plus rapide au sein des ethnies et des communautés.

Actions violentes se métastasent dans la sous-région

Avec cette reconfiguration, le JNIM progresserait vers le Burkina-Faso dont il se sert comme tremplin en vue de descendre de façon musclée vers le Park du W (Bénin) dont la sanctuarisation facilite l'engagement dans les parties nord des pays du Golfe de Guinée.

De même, le groupe entame, depuis 2019, une descente vers les zones ouest du Mali, à la lisière du Sénégal et de la Guinée-Conakry, après des phases de prospection en 2015. Il passe alors à la prédication avec l'irruption de petites unités combattantes sur des engins à deux roues dans les villages et mosquées des zones de Nara (Koulikoro) et de Yélimané (Kayes).

La sanctuarisation de la forêt du Baoulé permettrait au groupe de se rapprocher de la capitale du Mali (Bamako) que cette forêt lie aux zones de Mourdiah (Koulikoro) au nord-est et à la zone du Mandé au sud. Ce qui permettrait au groupe de recruter parmi les communautés du sud comme les Bambaras, les Soninkés, les Minyanaka, les Dafing, etc. D'ailleurs, les récents communiqués du groupe sont aussi lus en langue soninké. Tentative d'enrôler certains acteurs frustrés au sein de cette communauté ?

C'est pour montrer cette capacité de recrutement du groupe que depuis l'attaque terroriste du 17 septembre 2024 à Bamako, le groupe met en avant Abou Houzeyfa Al-Bambari, un bambara, pour prouver que son « djihad » ratisse large et n'est pas confiné aux

seuls djihadistes Peulhs ou Touaregs, voire Sahéliens. Donc il met en avant des stratégies de communication opportunistes et contextuelles.

Du recours circonstanciel au référentiel identitaire à l'absence de stratégies cohérentes de communication chez le groupe

A l'analyse, cette tendance semble devenir une règle, car la même terminologie ethnicisante revient lors de la revendication de l'attaque de Ber (Tombouctou) où le groupe parle de l'utilisation de 3 véhicules piégés conduits par Abou Idriss Al-Targui, Abou Oumar Al-Fulani et Jalal Adin Al-Targui.

La terminologie *ethnicsante* abandonnée par le groupe en 2018 est de plus en plus mise en avant par le groupe qui voudrait certainement montrer qu'aucune ethnie ou communauté ne serait en marge du jihad en termes de recrutement et de commission d'actes terroristes. Par conséquent, le groupe semble ne pas disposer de règles générales en la matière. Sa stratégie concourt plutôt à créer de la discrimination. Pendant que plusieurs personnes et groupes de personnes seraient victimes par endroits et par moments d'amalgames et de clichés en fonction de leur appartenance ethnique, sous prétexte que les auteurs des attaques du 17 septembre étaient de leur communauté, le groupe révèle l'identité du commando principal, un Bambara. Du coup, les masques tombent, et la confusion serait encore plus grande car cette révélation agrandirait la suspicion entre les ethnies et au sein de la société où désormais il serait difficile de savoir « qui est qui ».

Astuces trompeuses des « combattants de Dieu »

Le groupe terroriste semble procéder à un savant dosage d'ethnicité et de tentations de neutralité et d'inclusivité.

- Dans la lutte contre la nébuleuse terroriste, il est impérieux de se prémunir du piège de l'escalade ethnique. Le numérique du point de vue ethnique en matière d'engagement dans les groupes radicaux violents ne saurait justifier l'ethnicisation de la violence. Il convient de rappeler avec insistance qu'aucun élément terroriste n'a été mandaté par sa communauté ou son ethnie. Les groupes radicaux violents chercheraient à opposer les communautés les unes aux autres et, par ricochet, à pousser les acteurs de la prévention et de la lutte à succomber au charme du raccourci et du simplisme.

- Le niveau de la territorialisation (recrutements endogènes des combattants) et du profil difficilement saisissable des entrepreneurs de la violence ont atteint un seuil où les réponses militaires, à elles seules, certes indispensables pour extraire la violence, ne pourraient asseoir une paix durable. L'État est dans son rôle régalien et très légitime de combattre tous les entrepreneurs de la violence sur toute l'étendue du territoire. Cependant, au regard de l'ancrage local du phénomène (métastase et hybridité), le faible maillage du territoire sur le plan de l'offre et de la demande de sécurité en dépit des efforts en cours, les réponses militaires devaient davantage intégrer les facteurs pluriels et dynamiques d'engagement dans les groupes et les variables sociales et culturelles dans les terroirs en vue d'arriver à des réponses plus contextualisées et circonstanciées.
- L'appartenance identitaire plurielle de certains éléments des groupes radicaux violents (binationaux, voire tri nationaux) interrogerait la nécessité de pacifier davantage le rapport avec des pays comme la Côte-d'Ivoire, l'Algérie et la Mauritanie en vue d'une meilleure coordination de la lutte. Faut-il avoir besoin de le rappeler, la quiétude d'un État souverain ne devrait pas dépendre de l'humeur et du sentiment d'un État tiers. Néanmoins, la realpolitik commanderait aux autorités actuelles de faire entorse à certains principes cardinaux de la diplomatie et du bon voisinage, non pas pour adosser la stabilité du pays au sentiment de l'Autre, mais plutôt pour ne pas trop l'avoir sur son dos au risque de voir ses efforts, combien louables, s'étioler dans la durée.

Auteur : Dr Aly TOUNKARA, Directeur exécutif du Centre des Études Sécuritaires et Stratégiques au Sahel- CE3S.

Bamako, le 17/10/2024